



PENSER
VOYAGER
DÉCOUVRIR

AUTREMENT



Plus grand, je serai citoyen

Autoritarisme, désinformation, xénophobie, inégalités... Notre démocratie est en danger. L'école peut-elle la sauver? Oui, à condition de retrouver sa vocation à l'éducation civique.

Sale temps pour la démocratie. Entre l'ascension de démagogues, l'explosion des théories du complot et le torrent des fake news, c'est peu dire que la foi dans la raison, l'esprit critique et le principe de tolérance sont mis à mal. L'actualité fournit toujours plus de motifs de s'en inquiéter. Jusqu'à la récente ruée sur le Reichstag des « anti-masques » allemands, dont l'extrême droite est venue grossir les rangs... Et »



si c'était de la faute de l'école? Ou du moins la marque de son incapacité à éduquer des citoyens aptes à faire vivre les valeurs de la démocratie? «*En tant qu'institution publique, elle a forcément une responsabilité*», lance Laurence De Cock, historienne et autrice d'un petit livre intitulé *École*. Un aveu d'impuissance difficile à entendre en France: «*Chez nous, l'école républicaine a toujours eu une vocation de salut*», rappelle le sociologue François Dubet, co-auteur de *L'école peut-elle sauver la démocratie?* Pourtant, même Philippe Meirieu, infatigable pédagogue, en convient: «*Il y a quelques années, j'aurais sans doute écrit, comme Freinet et Montessori, comme Neill, Ferrière, Decroly et tant d'autres, "C'est par l'éducation que nous changerons le monde, construirons la démocratie, accéderons à la justice et irons vers la paix". Mais l'histoire nous assigne aujourd'hui à plus de modestie*», confesse-t-il dans son dernier opus, *Ce que l'école peut encore pour la démocratie*.

Car le miracle n'a pas eu lieu: l'école, même ouverte à tous, a échoué à repousser la menace xénophobe et autoritaire. Parce que, au-delà des beaux discours, notre système éducatif met encore trop l'accent sur la compétition, et pas assez sur la coopération? «*L'école pourrait former à la démocratie si elle fonctionnait elle-même de façon démocratique!*» assure la sociologue Marie Duru-Bellat. Face à l'idéal méritocratique, les faits sont têtus: en France, le parcours scolaire épouse, sauf exception, la hiérarchie des professions. Les meilleurs en maths feront les pdg, les plus faibles seront caissiers, livreurs, aides-soignants... De quoi produire du ressentiment chez les derniers de la classe, dont la colère aura tôt fait, à l'âge adulte, de se retourner contre l'institution. La vengeance des «*perdants*» est un plat qui se mange froid: «*Ceux qui ont échoué peuvent finir par haïr les valeurs auxquelles s'identifie l'école: la raison, le scepticisme, l'humanisme...*», avance François Dubet. Aujourd'hui, la bonne volonté des enseignants ne suffit pas à corriger les défauts d'un système qui persiste à distribuer les bons et les mauvais points. «*Les enquêtes Pisa le montrent, les petits Français ont peur de l'échec, ils hésitent à prendre la parole en classe, beaucoup se sentent nuls*», insiste Marie Duru-Bellat. «*Notre modèle reste très peu fondé sur le travail collectif, alors que*

À LIRE

École

de Laurence De Cock, éd. Anamosa, coll. Le mot est faible.
L'école peut-elle sauver la démocratie?
de François Dubet et Marie Duru-Bellat, éd. du Seuil.

l'apprentissage des valeurs démocratiques doit se forger sur une expérience de vie scolaire, des discussions, l'établissement commun de règles de vie, des activités partagées, la réciprocité de certains droits entre adultes et élèves», déplore à son tour François Dubet. À quoi la philosophe américaine Martha Nussbaum répond, dans *Les Émotions démocratiques*, réédité en poche: «*Sans le soutien de citoyens convenablement éduqués, aucune démocratie ne peut être stable.*»

L'école aurait donc une mission politique. Aujourd'hui: sauver la démocratie. Hier: faire vivre la république. La Révolution française fut de ce point de vue un moment fondateur. Le député Lepeletier de Saint-Fargeau, assassiné en 1793, décrète que l'éducation des enfants est un ingrédient indispensable au succès de ce projet. Sans citoyens instruits, pas de république possible. Dans un rapport lu par Robespierre devant la Convention, il formule le rêve d'une école «*commune à tous et universellement bienfaisante*» en vue de «*former des hommes*» et de «*propager des connaissances humaines*». Une école obligatoire et gratuite pour les plus pauvres, ouverte aux enfants de 5 à 12 ans. «*Si on veut instaurer un régime républicain composé de citoyens éclairés, alors il faut que la puissance publique s'empare de la question de leur formation. Et si on veut que cette république soit légitime, il faut que les citoyens puissent voter en toute conscience*», résume l'historienne Laurence De Cock.

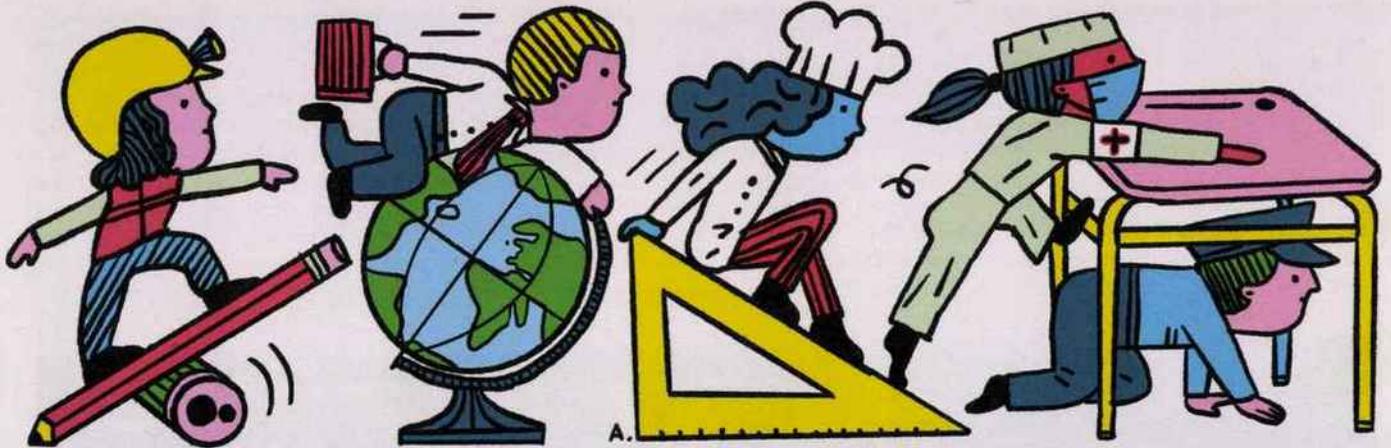
En 1870, après l'échec des deux premières Républiques (de 1792 et de 1848), la troisième va renouer avec cette ambition. Les réformateurs misent alors sur l'école pour enraciner le nouveau ré-

gime dans le cœur des Français: à elle de transformer en profondeur les individus pour qu'ils adhèrent aux valeurs parlementaires et démocratiques. Dans sa conférence du 10 avril 1870, qu'il intitule «*De l'égalité d'éducation*», Jules Ferry explique que «*l'inégalité d'éducation est le plus grand obstacle que puisse rencontrer la création de mœurs vraiment démocratiques*». Et celui qui sera plusieurs fois ministre de l'Instruction publique d'insister: «*Cette création s'opère sous nos yeux, c'est déjà l'œuvre d'aujourd'hui, ce sera surtout l'œuvre de demain; elle consiste essentiellement à remplacer les relations d'inférieur à supérieur sur lesquelles le monde a vécu pendant tant de siècles par des rapports d'égalité*». Dans les faits, la gratuité est généralisée et l'obligation scolaire de 6 à 13 ans, instaurée. Tout le monde n'est cependant pas traité à égalité. L'école tire vers le haut les plus forts, et «*méritants*», qui peuvent accéder à un «*cours supérieur*».

La Seconde Guerre mondiale rebattra les cartes. Comment un pays éduqué aux valeurs de liberté, d'égalité et de fraternité a-t-il bien pu collaborer avec les nazis? «*On s'interroge sur le rôle qu'a joué l'école, et notamment dans quelle mesure elle n'a pas nourri la légitimité du racisme*», rappelle Laurence De Cock. Des commissions sont créées à l'Unesco, organisation fondée en 1945, pour réviser programmes et manuels scolaires. «*Il s'agit d'imaginer des amendements susceptibles de véhiculer des visions de l'altérité moins empreintes de hiérarchie raciale*», souligne la chercheuse. L'enseignement de l'histoire est désormais censé lutter contre le racisme. Lors d'un stage organisé à Sèvres, en 1951, on recommande de

«**Si l'école ne servait à rien, du moins à rien de productif, ce serait un ferment pour la démocratie!**»

Marie Duru-Bellat, sociologue



transmettre aux élèves de 15 à 18 ans «une histoire aussi universelle que possible dans laquelle le passé des peuples non européens serait considéré en lui-même et non plus seulement dans la mesure où des intérêts européens s'y seraient trouvés engagés». Quant aux programmes, ils sont invités à accorder «aux civilisations et aux peuples non européens la place qui doit leur revenir dans un enseignement soucieux de préparer les esprits à comprendre le monde actuel». Dans le même temps, une commission ministérielle présidée par Paul Langevin puis Henri Wallon, tous deux communistes et anciens résistants, élabore en 1947 un vaste plan de démocratisation scolaire, qui restera lettre morte.

N'en déplaît à ceux qui se sont ensuite battus pour l'allongement de l'âge de la scolarité à 16 ans, le collège unique, l'éducation prioritaire et l'objectif des 80 % au bac, le constat est aujourd'hui alarmant. «Nous n'avons toujours pas pris le virage de ce que pourrait être une éducation vraiment démocratique», gronde François Dubet. Tant et si bien que chez les parents, certains sont tentés de croire au miracle des écoles alternatives. Et les enseignants ne sont pas tellement plus positifs : «Le sentiment d'impuissance érode leur patience, reconnaît Philippe Meirieu. Quand, de plus, l'exercice du métier se fait difficile et que la reconnaissance sociale n'est pas au rendez-vous, la tentation est grande de se laisser envahir par l'accablement avant de basculer dans le fatalisme.» L'école a perdu sa boussole. «Je vois le découragement et l'usure s'insinuer doucement dans une institution qui ne sait plus vraiment répondre à la question, essentielle : "Quels enfants

À LIRE

Ce que l'école peut encore pour la démocratie. Deux ou trois choses que je sais (peut-être) de l'éducation et de la pédagogie de Philippe Meirieu, éd. Autrement.
Les Émotions démocratiques. Comment former le citoyen du XXI^e siècle ? de Martha Nussbaum, éd. Flammarion, coll. Champs essais.

voulons-nous former et pour quelle société?», ajoute ce spécialiste des sciences de l'éducation et de la pédagogie.

Progressivement, l'école a voulu s'ajuster au marché, et a intégré une culture de la performance. Les politiques publiques valorisent la science et la technologie, jugées plus utiles à la croissance économique, au détriment des arts et des humanités. Mais qui mesure la manière dont la littérature ou l'histoire peuvent former les élèves à l'empathie ou au débat critique ? Selon la philosophe Martha Nussbaum, l'école d'aujourd'hui risque de reléguer au second plan «des capacités essentielles pour la santé interne de toute démocratie et pour la création d'une culture mondiale décente, capable d'affronter de manière constructive les problèmes internationaux les plus pressants». Tels sont même les termes, selon elle, d'une «crise mondiale de l'éducation» qui «pourrait être, sur le long terme, bien plus dévastatrice pour l'avenir d'un gouvernement démocratique» que la crise économique de 2008. Bref, les États semblent attendre de plus en plus de l'école qu'elle forme des individus efficaces plutôt que des citoyens informés, aptes à penser par eux-mêmes, doués d'empathie, préparés à participer à la vie démocratique. «L'école visait à former des citoyens, mais petit à petit on a aussi compté sur elle pour former des travailleurs», relève Marie Duru-Bellat. Elle y voit une contradiction : «Comment former tout le monde et diviser une classe d'âge entre ceux qui auront telle ou telle profession ? Traiter tous les élèves à égalité et les préparer à être en compétition sur le marché de l'emploi ? Si l'école ne servait à rien, du moins à rien de productif, ce serait un ferment pour la démocratie!» Et si la solution était là ? Blague à part, accepter enfin que l'école ne serve à rien... si ce n'est à transmettre des connaissances, et à éduquer à l'ouverture comme au dialogue. — **Marion Rousset**

Illustrations **Aurora Petit** pour Télérama